

**ETAMPES**



**VILLE D'ETAMPES**

-----  
**ARRÊTE DU MAIRE**

**N° VI-AR-2026-296**

**OBJET : Stationnement interdit ou déclaré gênant.**

**Lieu**

Rue de la République,  
au droit du n°5,  
91150 Etampes

**Permissionnaire**

Mme [REDACTED]  
[REDACTED], rue de la République  
91150 Etampes

Le Maire de la Ville d'ETAMPES,

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales,

**VU** le Code de la Route,

**VU** le Code de la Voirie Routière,

**VU** l'Arrêté Interministériel du 24 novembre 1967, version consolidée en date du 4 septembre 2008, relatif à la signalisation des routes et des autoroutes,

**VU** la demande formulée en date du 16 mai 2026 par laquelle le permissionnaire ci-dessus mentionné doit entreprendre un déménagement, avec un véhicule utilitaire de 20m<sup>3</sup> (avec hayon), rue de la République au droit du n° [REDACTED] à Etampes,

**CONSIDERANT** qu'il est nécessaire, afin de garantir la sécurité publique et de faciliter le bon déroulement de cette opération, de réglementer le stationnement dans la rue et au droit visés en objet, les 26 et 27 juin 2026 de 8 heures 30 à 17 heures,

**ARRETE**

**ARTICLE 1** : Durant la période susmentionnée, les places, dans la rue et au droit visés en objet, sont réservées à Mme [REDACTED] pour lui permettre d'entreprendre son déménagement.

**ARTICLE 2** : Une signalisation conforme aux prescriptions de l'Instruction Interministérielle sur la signalisation routière qui prévoit dans son livre I, modifié par arrêté du 6 décembre 2011, partie 8, articles 119 à 133, les conditions dans lesquelles doit être effectuée la signalisation temporaire sur la voirie, sera mise et entretenue par le permissionnaire.

**ARTICLE 3** : Les infractions aux dispositions du présent arrêté seront constatées et poursuivies conformément aux lois et réglementations en vigueur.

**ARTICLE 4** : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux formé par les personnes pour lesquelles l'acte fait grief, dans les deux mois à partir de la notification et de la publicité de cet arrêté. Le recours doit être introduit auprès du Tribunal Administratif de Versailles.

**ARTICLE 5** : Le Directeur Général des Services est chargé de l'exécution du présent arrêté, dont ampliation sera transmise :

- Au permissionnaire ;
- A Monsieur le Commandant de Police, Chef de la circonscription d'Étampes ;
- A Monsieur le Commandant de la Brigade de Gendarmerie d'Étampes ;

Fait à Etampes, le 18 mai 2026

Par Délégation du Maire,  
Séverine PETITPIERRE  
Adjointe au Maire  
En charge de la Voirie



Certifié exécutoire, compte tenu de la publication le :

22 MAI 2026